



# TAIEX INTPA

Progresser ensemble avec  
l'expertise de l'Union  
européenne



Rendre les fruits et légumes ougandais plus sûrs pour les consommateurs ....	4
Pacte vert	
Rendre les exportations de café en provenance du Cameroun conformes aux normes de l'Union européenne .....	5
Pacte vert	
Aider le gouvernement dominicain à mobiliser ses citoyens pour la conception de services publics numériques .....	6
Secteurs de la science, de la technologie, de l'innovation et du numérique	
Rendre l'administration en ligne du Honduras plus sûre pour ses citoyens .....	7
Secteurs de la science, de la technologie, de l'innovation et du numérique	
Améliorer le système d'identification électronique du Cap-Vert .....	8
Secteurs de la science, de la technologie, de l'innovation et du numérique	
Accroître la participation des étudiants soudanais au programme Erasmus+ .....	9
Croissance et emplois durables	
Rapprocher la législation commerciale ouzbèke des normes internationales.	10
Croissance et emplois durables	
Renforcer les connaissances de l'Ouzbékistan en matière d'analyse de l'impact de la réglementation .....	11
Gouvernance, paix et sécurité, ainsi que développement humain	
Approfondir la législation mauricienne en matière de violence domestique .....	12
Gouvernance, paix et sécurité, ainsi que développement humain	
Aider l'Albanie à soutenir les demandeurs d'emploi pendant la pandémie .....	13
Croissance et emplois durables	
Élaborer des programmes communs et intensifier la coopération internationale dans le domaine de la migration .....	14
Partenariats en matière de migration	

## Rendre les fruits et légumes ougandais plus sûrs pour les consommateurs



OUGANDA

Direction du laboratoire analytique du gouvernement (DGAL)

Objectifs de développement durable:



«Notre expérience avec TAIEX INTPA a été très fructueuse. Nous avons acquis de l'expérience et de la confiance dans la mise en œuvre notre système de gestion de la qualité, y compris la documentation, l'audit interne et les examens de la gestion »

**DAVID MUTENDE**  
Direction du laboratoire analytique du gouvernement

### Niveaux dangereux de résidus de pesticides

Sous l'effet du changement climatique et de l'urbanisation, le recours aux pesticides en Ouganda est en hausse, ce qui entraîne **des niveaux élevés de résidus de pesticides** sur le marché local. Cette situation met en péril la santé de millions de personnes et pourrait conduire l'Union à interdire les exportations en provenance de l'Ouganda.

### Élaboration de meilleurs procédures de validation

Pour remédier à cette situation, trois ateliers TAIEX INTPA ont été organisés en collaboration avec des experts croates, chypriotes, lettons et roumains, lesquels ont présenté des exemples de **méthodes de validation** au moyen de guides pratiques et de vidéos. Les experts ont également examiné un rapport de validation élaboré par la DGAL et ont formulé des observations ainsi que des recommandations sur la manière dont celle-ci pourrait améliorer ses méthodes de validation.

Les experts de l'Union ont par ailleurs **évalué les processus et la documentation** de la DGAL en procédant à l'audit de ses activités quotidiennes, de la réception de l'échantillon, en passant par sa manipulation et son stockage, à son analyse et à l'établissement de rapports y afférents. Après cet examen, les experts ont dispensé une **formation sur mesure** au personnel de la DGAL pour combler les principales lacunes recensées.

### Nouvelle réglementation sur les résidus de pesticides

Grâce à ces ateliers, la DGAL peut désormais réaliser une **analyse fiable de 139 pesticides** et a amélioré son système de gestion de la qualité.

La **réglementation sur les résidus de pesticides** et le plan de surveillance des résidus pour l'Ouganda ont également été actualisés.

Fortes des connaissances acquises, la DGAL est maintenant prête à **présenter une demande d'accréditation** auprès du Service d'accréditation du Kenya.

La DGAL a déjà collaboré avec le ministère de l'agriculture, de l'industrie animale et de la pêche pour lancer un **programme pilote sur la surveillance des résidus**.

## Rendre les exportations de café en provenance du Cameroun conformes aux normes de l'Union européenne



CAMEROUN

Ministère de l'agriculture et du développement rural

Objectifs de développement durable:



«La diversité des profils et de l'expérience du large éventail d'experts en la matière ont rendu cet atelier véritablement fécond.»

**EDUARD NYA**  
Ministère de l'agriculture et du développement rural

### Risque d'interdiction d'importation

En 2020, les exportations de café en provenance du Cameroun **couraient le risque d'être interdites** dans l'Union en raison de l'entrée en vigueur de nouvelles réglementations restreignant l'usage du seul pesticide autorisé au Cameroun pour les plans de café. Cette situation risquait d'entraîner de lourdes pertes pour les négociants de café et l'économie du pays.

### Trouver des produits de substitution aux pesticides interdits

Le Cameroun a demandé à bénéficier de l'assistance fournie par TAIEX INTPA pour en apprendre davantage sur la réglementation de l'Union en matière de pesticides et trouver **des produits de substitution sûrs** aux substances chimiques interdites. Un atelier TAIEX INTPA a été organisé en collaboration avec des experts belges, allemands et grecs qui ont conseillé le pays sur la manière de **se conformer aux normes de l'Union**.

Les experts mobilisés ont par ailleurs montré au Cameroun comment évaluer son système de contrôle de la qualité des produits agricoles et **combler les lacunes réglementaires** pour rendre celui-ci plus efficace.

### Réglementation conforme aux normes de l'Union sur la salubrité des aliments

Suite à l'atelier, le ministère est en train de **mettre à l'essai des produits de substitution** aux pesticides interdits. Fort des connaissances acquises, il sera à même d'évaluer les résultats des tests pour formuler des recommandations à l'attention des producteurs camerounais.

En outre, les autorités chargées de la salubrité des aliments travaillent actuellement à l'élaboration d'une **nouvelle législation** pour combler les lacunes actuelles en matière de réglementation, veiller au respect des normes de l'Union, et protéger la santé des personnes.

# TAIEX INTPA — Progresser ensemble avec l'expertise de l'Union européenne

Secteurs de la science, de la technologie, de l'innovation et du  
numérique

## Aider le gouvernement dominicain à mobiliser ses citoyens pour la conception de services publics numériques



RÉPUBLIQUE  
DOMINICAINE

Office gouvernemental des  
technologies de  
l'information et de la  
communication (OGTIC)



«Les membres de l'équipe  
TAIEX INTPA étaient  
toujours disponibles pour  
répondre à nos questions.  
Leur volonté d'aider et  
d'assurer un suivi après  
les ateliers en dit long sur  
leur dévouement.»

DANIELA PEROZO

Office gouvernemental des  
technologies  
de l'information et de la  
communication

### Faible participation des citoyens

Avant de demander à bénéficier de l'assistance fournie par TAIEX INTPA, le gouvernement dominicain avait du mal à **faire participer ses citoyens** à la conception de ses nouveaux services publics numériques. Sans la participation des citoyens, ces services publics pouvaient ne pas satisfaire les besoins des utilisateurs auxquels ils sont destinés.

Un autre défi pour la République dominicaine consistait à **adapter son cadre d'interopérabilité** aux objectifs de maturité qu'elle s'était fixés au titre de sa stratégie numérique nationale.

### Établir des relations entre le citoyen et le gouvernement

Deux ateliers TAIEX INTPA ont été organisés en collaboration avec des experts autrichiens, grecs, italiens et espagnols. Les intervenants ont donné des exemples de bonnes pratiques en ce qui concerne l'utilisation de **technologies civiles** en faveur de la participation des citoyens.

L'OGTIC s'est également vu dispenser des **conseils d'experts** sur la manière de mettre en œuvre un cadre d'interopérabilité à l'échelon national, en s'inspirant du cadre d'interopérabilité européen.

Les experts de l'Union ont continué d'apporter leur éclairage à l'OGTIC et de collaborer avec celui-ci même après les ateliers.

### Nouveau cadre national de transformation numérique des services publics (GovTech)

Peu après l'atelier sur la participation des citoyens, l'équipe de conception des services numériques de l'OGTIC a commencé à **intégrer les conseils des experts** dans les principes de conception de leur laboratoire.

Les bonnes pratiques présentées ont également aidé le gouvernement dominicain à mettre en place un **cadre national de transformation numérique des services publics** et à adopter le principe de la transmission unique d'informations lorsque les données des citoyens sont encodées.

À la suite de l'atelier, l'OGTIC a également **actualisé ses normes** en matière d'interopérabilité. L'OGTIC a ainsi engagé des discussions avec d'autres institutions publiques sur la gouvernance du cadre national d'interopérabilité.



# TAIEX INTPA — Progresser ensemble avec l'expertise de l'Union européenne

Secteurs de la science, de la technologie, de l'innovation et du  
numérique

## Rendre l'administration en ligne du Honduras plus sûre pour ses citoyens



HONDURAS

Bureau des affaires  
présidentielles et de  
l'innovation publique

Objectifs de développement  
durable:



«Le plus grand  
avantage pour nous a  
été de bénéficier de  
l'expérience de  
première main des  
pays européens en  
matière  
d'administration en  
ligne et de recevoir  
des réponses à nos  
questions  
les plus urgentes.»

POLICARPO MELARA MERCADAL

Bureau des affaires présidentielles  
et de l'innovation publique

### Données publiques exposées à des risques liés à la cybersécurité

Pour déployer de manière appropriée l'administration en ligne au Honduras, le gouvernement devait élaborer une **stratégie en matière de cybersécurité** adéquate, à défaut de quoi, les institutions publiques et les citoyens seraient exposés au risque de cyberattaques et de violation de la sécurité. Le Honduras avait également besoin d'aide pour faire connaître les **avantages de l'administration en ligne** aux institutions publiques, afin de surmonter la résistance culturelle initiale.

### Concevoir une administration en ligne sûre

Pour résoudre ces problèmes, deux ateliers TAIEX INTPA ont été organisés: le premier sur la **cybersécurité** et le second sur la manière de faire connaître les **avantages de l'administration en ligne**. Ils ont été organisés en collaboration avec des experts grecs, italiens et lituaniens qui ont donné des exemples de bonnes pratiques appliquées par leur pays et ont répondu aux questions des fonctionnaires.

Les intervenants ont également dispensé des conseils sur les pare-feux et la **vérification des systèmes d'information**, la gestion de la sécurité et les moyens de surmonter les difficultés que présente le déploiement de la numérisation.

### Systèmes d'administration en ligne conformes aux normes de l'Union

Fort des enseignements tirés de ces ateliers, le gouvernement du Honduras est désormais à même d'élaborer une **stratégie globale** visant à mettre en place un système d'administration en ligne sûr conforme aux normes de l'Union.

## Améliorer le système d'identification électronique du Cap-Vert



CAP  
VERT

Centre opérationnel de la  
société de l'information  
(NOSi), entreprise publique

Objectifs de développement  
durable:



«L'aide apportée dans le cadre des échanges TAIEX INTPA a été très précieuse. Nous recommandons vivement aux autres administrations nationales de notre région de recourir à TAIEX INTPA.»

CARLOS PINA  
Directeur général de NOSi

### Absence d'un système d'identification électronique fiable

Dans le cadre de la transformation numérique de Cabo Verde, le gouvernement souhaitait étudier la possibilité d'adopter un **système d'identification électronique**. L'absence d'un système national d'identification électronique accroît le risque d'usurpation d'identité et rend les services en ligne moins sûrs. Au surplus, sans système d'identification électronique fiable, les citoyens ne peuvent pas faire confiance aux services gouvernementaux en ce qui concerne leurs données à caractère personnel.

### Respecter les normes internationales

Un atelier TAIEX INTPA a été organisé en collaboration avec des experts allemands, grecs et estoniens. Grâce à l'atelier, le Cap-Vert a pu optimiser son **infrastructure à clé publique** (ICP) et intégrer des innovations dans son **écosystème de l'identité électronique**. Les experts de l'Union ont présenté de bonnes pratiques sur la mise en place ainsi que la configuration d'une ICP et ont répondu à diverses questions sur la réglementation juridique.

Le NOSi a également appris à **respecter différentes normes**, telles que eIDAS, ETSI et ISO/IEC, ainsi qu'à faire vérifier la conformité de l'identité électronique par l'organisme d'évaluation de la conformité et l'organisme national d'accréditation.

Les informations communiquées ont également été utiles au Cap-Vert en vue de sa participation à une initiative sur l'identité électronique, lancée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

### Nouveau logiciel pour l'identification numérique

Après l'atelier, le NOSi a pu mettre en œuvre **un logiciel médiateur pour l'identification numérique nationale**. Il a mis au point une clé mobile qui permet aux Cap-verdiens d'authentifier, de signer et de renouveler des documents en toute sécurité et en quelques minutes au lieu de se heurter à de nombreux obstacles administratifs.

Fort des enseignements tirés de l'atelier, le NOSi a également pu obtenir son accréditation en tant qu'autorité de certification de deuxième niveau à l'échelon national, ce qui marque une étape importante pour l'entreprise publique.



## Accroître la participation des étudiants soudanais au programme Erasmus+



SOUDAN

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Objectifs de développement durable:



«Ce que nous avons le plus apprécié au cours de notre expérience avec TAIEX INTPA, c'est la collaboration et le fait que cet instrument a donné à nos jeunes étudiants une chance de progresser.»

AHMED FAHAD

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

### Manque de connaissances des projets Erasmus+

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique souhaitait offrir **davantage de possibilités Erasmus+** aux étudiants et aux établissements d'enseignement supérieur soudanais. Toutefois, en raison des **sanctions prononcées à son encontre, le Soudan** n'avait pas beaucoup de connaissances antérieures sur le programme et la collaboration avec l'Union européenne. De nombreux étudiants et établissements d'enseignement supérieur n'ont ainsi pas pu profiter de ce programme unique en son genre.

### Présentation des possibilités de financement au titre d'Erasmus+

Un atelier TAIEX INTPA a été organisé en collaboration avec des experts autrichiens, français, néerlandais et espagnols. Les intervenants ont présenté les **différents projets Erasmus+** et les possibilités qui s'offrent au Soudan, y compris les **conditions à réunir pour pouvoir y participer**.

### Augmentation du nombre de demandes Erasmus+

Grâce à l'atelier, la division chargée de la coopération internationale au ministère est désormais **bien informée** des différentes possibilités Erasmus+ qui s'offrent aux étudiants et aux établissements d'enseignement supérieur. L'administration a informé différents établissements d'enseignement supérieur de ces possibilités et les a vivement encouragés à poser leur candidature et à collaborer.

**De nombreux étudiants ont déjà posé leur candidature** pour différents projets Erasmus+ et certains ont même été interrogés sur leur expérience.

## Rapprocher la législation commerciale ouzbèke des normes internationales



OUZBÉKISTAN

Agence de  
réglementation  
technique



“Nous avons apprécié nos échanges avec les experts belges, bulgares et roumains. Ils se sont révélés très intéressants et utiles pour nous et nous espérons que cela améliorera nos relations commerciales avec l'Union.»

**BATIR ALLAEV**

Agence de réglementation  
technique

### Nécessité d'actualiser la réglementation commerciale

Dans le cadre de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, l'Ouzbékistan a la lourde tâche de **réviser sa législation ainsi que sa réglementation existantes** et d'en élaborer de nouvelles qui soient conformes aux normes internationales, sans quoi le gouvernement ne sera pas en mesure d'aider les exportateurs ouzbeks à renforcer leur commerce extérieur.

### Rendre la législation conforme aux règles de l'Organisation mondiale du commerce

Pour y parvenir, une visioconférence TAIEX INTPA a été organisée en collaboration avec des experts belges, bulgares et roumains. Les intervenants ont donné des exemples de bonnes pratiques en ce qui concerne **l'évaluation de la** conformité, afin d'aider le gouvernement ouzbek à modifier ainsi qu'à harmoniser sa législation et sa réglementation. Ils ont également **défini des termes** nouveaux pour l'Agence, tels que «produits à haut risque», «produits à bas risque» et «analyse de risque», entre autres.

### Nouveaux systèmes pour les produits dangereux et contrefaits

Grâce aux informations communiquées pendant l'atelier, le département ouzbek de contrôle étatique a pu actualiser sa réglementation et a modifié les fonctions de contrôle du marché. Le document a notamment permis de mettre en place un **registre des produits dangereux et de mauvaise qualité**, un portail en ligne spécial pour recueillir des commentaires sur la qualité et la sécurité des produits, ainsi qu'un **système d'information pour les produits non certifiés et contrefaits** inspiré du système d'alerte rapide de l'Union pour les produits non alimentaires dangereux. Ce document a été approuvé par le Cabinet des ministres en mars 2022.

## Renforcer les connaissances de l'Ouzbékistan en matière d'analyse de l'impact de la réglementation et de systématisation de la législation



OUZBÉKISTAN

Ministère de la justice



« La rapidité du processus de demande constitue le principal avantage de TAIEX INTPA. Tout se fait par voie électronique et les représentants du bureau local de l'Union nous ont apporté un soutien appuyé pour remplir le formulaire de demande. »

DILAFRUZ SUFIEVA  
Ministère de la justice

### Manque de connaissances dans le domaine

L'analyse de l'impact de la réglementation et la systématisation de la législation sont de nouveaux domaines d'activité pour le ministère ouzbek de la justice. Aussi, lorsque le Ministère a ouvert le département consacré à l'analyse de l'impact de la réglementation en 2020, il avait urgemment besoin de mieux connaître ce domaine. Le Ministère avait besoin d'un soutien technique rapide en la matière, afin de pouvoir mener ses activités conformément aux programmes annuels établis par l'État.

### Recommandations sur la systématisation de la législation

Deux webinaires TAIEX INTPA ont été organisés en collaboration avec des experts croates, français, polonais et espagnols.

Les intervenants ont présenté de bonnes pratiques appliquées par leur pays, puis ont attentivement écouté les préoccupations des participants et ont répondu à leurs questions.

Après le webinaire, les experts de l'Union ont préparé des **recommandations écrites** contenant des suggestions spécifiques sur la manière dont le ministère de la justice peut améliorer ses travaux en la matière.

Ils ont également présenté des **ressources en ligne supplémentaires** où les fonctionnaires ouzbeks pourraient se familiariser avec la législation des quatre États membres.

### Améliorer la réglementation en matière d'analyse d'impact

Grâce aux webinaires, le Ministère de la justice a pu **améliorer la qualité** des projets de réglementation sur l'analyse de l'impact de la réglementation et la systématisation de la législation.

En conséquence, le décret présidentiel sur les mesures visant à systématiser la législation ouzbèke comprend désormais de **précieuses instructions étape par étape** à l'intention des ministères et des départements d'État sur la systématisation de la législation.

L'atelier a également permis d'imprimer l'élan nécessaire au lancement du **vaste projet de jumelage** « Systématisation et simplification du cadre réglementaire ».

## Approfondir la législation mauricienne en matière de violence domestique



MAURICE

Ministère de l'égalité de genre et de la famille



«Les experts belges, danois et français ont fait preuve d'un grand professionnalisme et les exemples de bonnes pratiques appliquées par leurs pays ont été extrêmement utiles.»

**JAYSEEREE BHUNJUN**  
Ministère de l'égalité de genre et de la famille

### Traitement inéquitable des victimes de violence domestique

La loi mauricienne sur la protection contre la violence domestique présentait des lacunes, de sorte que certaines victimes de violence domestique ont fait l'objet d'un **traitement inéquitable**. Par exemple, la législation n'incluait pas les couples non mariés vivant ensemble. En outre, les membres de la famille vivant sous le même toit (autres que les conjoints) ne pouvaient pas demander d'ordonnance d'occupation ou de location.

Par ailleurs, les ordonnances de protection émises par les tribunaux **ne s'appliquaient pas aux enfants des victimes**, ce qui empêchait les agents de police de prendre les mesures appropriées.

### Exemples de réponses juridiques immédiatement apportées à l'échelon national

Un webinaire TAIEX INTPA de trois jours a été organisé avec des consultants belges, danois et français. Les experts de l'Union ont donné des exemples de bonnes pratiques en présentant les **réponses juridiques immédiatement apportées** par leur pays en cas de violence domestique.

Dans le contexte du webinaire, le Ministère de l'égalité des sexes et de la famille s'est également vu remettre une **feuille de route** sur les modifications à apporter et les nouvelles dispositions à ajouter au projet d'amendement de 2022 à la loi sur la protection contre la violence domestique.

### Modifier la législation en matière de violence domestique

À la suite de l'atelier, le ministère a proposé d'ajouter une **disposition sur les ordonnances d'interdiction** et les ordonnances de protection délivrées par la police au projet d'amendement à la loi en question.

L'atelier a également suscité l'intérêt de la direction du parquet, qui a demandé le soutien de TAIEX INTPA pour organiser des **programmes de renforcement des capacités** sur la violence à caractère sexiste.

### Aider l'Albanie à soutenir les demandeurs d'emploi pendant la pandémie



#### ALBANIE

#### Agence nationale pour l'emploi et les compétences (NAES)

Objectifs de développement durable:



«Je recommanderais vivement TAIEX à n'importe quel agent de l'administration nationale en Albanie et dans la région.»

#### JONIDA LIKA

Agence nationale pour l'emploi et les compétences

#### Données publiques exposées à des risques liés à la cybersécurité

Lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé l'Albanie, les agences pour l'emploi et les centres de formation professionnelle ont dû s'adapter à la « nouvelle normalité ». Ils avaient besoin de conseils, notamment en matière de **communication et de processus internes**, afin de pouvoir continuer à soutenir les citoyens en ces temps difficiles.

#### Concevoir une administration en ligne sûre

Un atelier TAIEX a été organisé en collaboration avec des experts de l'Office flamand de l'emploi et de la formation professionnelle. Les intervenants ont donné des exemples de bonnes pratiques dans divers domaines, tels qu'en matière de **communication et de prestation de service**, de cadre législatif sur le chômage temporaire, **de transition professionnelle vers la « nouvelle normalité »** et d'organisation interne.

Au cours de l'atelier, ils ont également montré les **systèmes informatiques pour l'emploi** utilisés par l'Office flamand de l'emploi, ce qui s'est révélé particulièrement utile pour la NAES, en ce sens qu'elle était en train d'améliorer son propre système informatique.

#### Systèmes d'administration en ligne conformes aux normes de l'Union

Grâce à l'atelier TAIEX, la NAES a pu mieux comprendre **les besoins des chômeurs pendant la pandémie de COVID-19 et y répondre**.

En conséquence, la NAES a adopté, en juillet 2020, un programme de soutien aux personnes licenciées en raison de la pandémie entre mars 2020 et juin 2021. Le programme **garantissait un soutien financier** visant à promouvoir la création d'emplois et a permis d'épauler les commerçants pendant la période de reprise au lendemain de la pandémie de COVID-19. Le programme **a fourni des emplois** pour des périodes de 4, 8 ou 12 mois, en fonction du profil et des besoins du demandeur d'emploi.



### Élaborer des programmes communs et intensifier la coopération internationale dans le domaine de la migration



UKRAINE

Service des migrations (SMS)

Objectifs de développement durable:



«TAIEX est un bon instrument lorsque vous avez besoin de réponses rapides à des questions précises, surtout en ce qui concerne la législation de l'Union. Il mobilise des experts qualifiés qui sont non seulement spécialisés dans un domaine donné, mais également chevronnés lorsqu'il s'agit de résoudre ou d'évaluer différents problèmes.»

HANNA VYSHNIAKOVA

Service des migrations

#### Crise de migration irrégulière

En 2021, l'Ukraine a dû faire face à de nombreux **défis en matière de migration**, tels que la crise migratoire aux frontières polonaises et biélorusses. Le gouvernement avait besoin de conseils pour élaborer des mécanismes visant à résoudre, à éviter et à prévoir de telles situations, conformément au droit de l'Union et dans le respect des droits fondamentaux des migrants et des demandeurs d'asile.

Le service des migrations devait également se familiariser avec les mécanismes et les **programmes de coopération** actuels de l'Union, dès lors qu'il souhaitait parvenir à mettre ses procédures en conformité avec les normes de l'Union.

#### Garantir les droits des demandeurs d'asile

Les experts roumains et slovènes mobilisés à l'occasion de l'atelier TAIEX ont mis leurs connaissances des programmes et des instruments de coopération internationale avec les pays tiers à la disposition des participants. Ils ont plus particulièrement présenté de bonnes pratiques en ce qui concerne **la lutte contre la migration irrégulière** et la manière de garantir les **droits fondamentaux des demandeurs d'asile**. Des représentants de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (FRONTEX) et du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) ont également participé à l'atelier et ont pu répondre aux questions du service des migrations en matière de coopération internationale.

#### Coopération efficace avec l'Union

L'atelier a permis au service des migrations de nouer un **dialogue avec les États membres et les agences de l'Union** en vue d'une coopération efficace dans le domaine de la migration. Le service des migrations a profité de l'atelier pour demander aux experts de FRONTEX de prévoir davantage d'activités dans le plan de coopération de l'agence. Les représentants du service des migrations ont également prévu de débattre des possibles **domaines de coopération avec les experts d'EASO**.

Le service des migrations a hélas été contraint de repenser ses priorités au lendemain de l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Toutefois, quand la guerre sera terminée, le service compte continuer à renforcer sa coopération avec les autorités et les agences traitant de la migration au sein de l'Union européenne.



# TAIEX INTPA



TAIEX INTPA est l'instrument d'assistance technique et d'échange d'informations (TAIEX) utilisé dans les pays et territoires partenaires relevant de la direction générale des partenariats internationaux (INTPA). Il permet d'apporter un soutien technique rapide aux institutions publiques de ces pays en mobilisant des experts des États membres de l'Union européenne issus du secteur public. L'instrument a pour objectif de stimuler le développement des pays partenaires et de les aider à réaliser les objectifs de développement durable des Nations Unies, conformément aux engagements pris par l'Union européenne au titre du programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les institutions bénéficiaires peuvent recevoir quatre types d'assistance au titre de TAIEX INTPA: des ateliers, des missions d'experts, des visites d'étude et des activités à distance (sur place, en ligne ou sur une base hybride), qui peuvent être organisés au profit d'un ou de plusieurs pays.

Vous souhaitez bénéficier de l'assistance fournie par TAIEX INTPA?

Veuillez contacter la délégation de l'Union dans votre pays pour vous coordonner avec celle-ci avant d'introduire votre demande.

## **Demander à bénéficier de l'assistance fournie par TAIEX INTPA**

<https://ec.europa.eu/taiox/application>

Veuillez poser toutes vos questions à l'adresse électronique suivante:

[NEAR-TAIEX-INTPA@ec.europa.eu](mailto:NEAR-TAIEX-INTPA@ec.europa.eu)